

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE, SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES ET SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C – 2019/31182]

20 DECEMBRE 2019. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 27 avril 2007 concernant la prévention de la pollution de l'atmosphère par les navires et la réduction de la teneur en soufre de certains combustibles marins

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par mer, par route, par chemin de fer ou par voie navigable, l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, modifié par la loi du 15 mai 2006, et l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 3 mai 1999 ;

Vu la loi du 5 juin 1972 sur la sécurité des bâtiments de navigation, l'article 4, modifié par les lois des 31 décembre 1983, 3 mai 1999 et 22 janvier 2007 ;

Vu la loi du 6 avril 1995 relative à la prévention de la pollution par les navires, l'article 6, modifié par les lois des 20 janvier 1999 et 19 décembre 2006, et l'article 9 ;

Vu l'arrêté royal du 27 avril 2007 concernant la prévention de la pollution de l'atmosphère par les navires et la réduction de la teneur en soufre de certains combustibles marins ;

Vu l'association des gouvernements de région ;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 mars 2019 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 juin 2019 ;

Vu l'avis 66.627/4 du Conseil d'État, donné le 6 novembre 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre des Finances, de la Ministre de l'Énergie et du Ministre de la Mer du Nord et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 27 avril 2007 concernant la prévention de la pollution de l'atmosphère par les navires et la réduction de la teneur en soufre de certains combustibles marins, modifié par l'arrêté royal du 19 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au premier alinéa, les mots « et transposant partiellement la Directive (UE) 2016/802 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 concernant une réduction de la teneur en soufre de certains combustibles liquides » sont insérés entre les mots « 21 novembre 2012 » et les mots « , on entend par » ;

2^o le 10^o est remplacé par ce qui suit :

« 10^o « le Contrôle de la navigation » : l'agent (les agents) chargé(s) du contrôle de la navigation désigné(s) à cet effet de la Direction générale Navigation du Service public fédéral Mobilité et Transports ; » ;

3^o l'article 1^{er} est complété par les 12^o, 13^o et 14^o rédigés comme suit :

« 12^o « Douane » : l'Administration générale des Douanes et Accises du Service public fédéral Finances ;

13^o « FAPETRO » : le Fonds d'analyse des produits pétroliers ;

14^o « navire » : un navire tel que défini dans MARPOL. ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE, FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C – 2019/31182]

20 DECEMBER 2019. — Koninklijk besluit ter wijziging van het koninklijk besluit van 27 april 2007 betreffende de voorkoming van luchtverontreiniging door schepen en de vermindering van het zwavelgehalte van sommige scheepsbrandstoffen

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over zee, over de weg, de spoorweg of de waterweg, artikel 1, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 15 mei 2006 en artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 3 mei 1999 ;

Gelet op de wet van 5 juni 1972 op de veiligheid van de vaartuigen, artikel 4, gewijzigd bij de wetten van 31 december 1983, 3 mei 1999 en 22 januari 2007 ;

Gelet op de wet van 6 april 1995 betreffende de voorkoming van verontreiniging door schepen, artikel 6, gewijzigd bij de wetten van 20 januari 1999 en 19 december 2006, en artikel 9 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 april 2007 betreffende de voorkoming van luchtverontreiniging door schepen en de vermindering van het zwavelgehalte van sommige scheepsbrandstoffen ;

Gelet op de betrokkenheid van de gewestregeringen ;

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving, uitgevoerd overeenkomstig artikels 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 maart 2019 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 17 juni 2019 ;

Gelet op het advies 66.627/4 van de Raad van State gegeven op 6 november 2019 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op de voordracht van de Minister van Financiën, de Minister van Energie en de Minister van Noordzee en op het advies van de in de Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 27 april 2007 betreffende de voorkoming van luchtverontreiniging door schepen en de vermindering van het zwavelgehalte van sommige scheepsbrandstoffen, gewijzigd door het koninklijk besluit van 19 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het eerste lid worden de woorden “ en de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn (EU) 2016/802 van het Europees Parlement en de Raad van 11 mei 2016 betreffende een vermindering van het zwavelgehalte van bepaalde vloeibare brandstoffen ” toegevoegd tussen de woorden “21 november 2012” en de woorden “, wordt verstaan onder” ;

2^o de bepaling onder 10^o wordt vervangen als volgt :

“10^o “de Scheepvaartcontrole” : de met de scheepvaartcontrole belaste ambtenaar (ambtenaren) die daartoe is (zijn) aangesteld van het Directoraat-generaal Scheepvaart van de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer ;” ;

3^o artikel 1 wordt aangevuld met de bepalingen onder 12^o tot en met 14^o, luidende :

“12^o “Douane” : Algemene Administratie van de Douane en Accijnzen van de Federale Overheidsdienst Financiën ;

13^o “FAPETRO” : het Fonds voor de Analyse van Aardolieproducten ;

14^o “schip” : een schip zoals gedefinieerd in MARPOL.”.

Art. 2. A l'article 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 19 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'article 3, il est inséré un paragraphe 1/1 rédigé comme suit :

« § 1/1. A compter du 1^{er} mars 2020, les combustibles marins ne peuvent pas être utilisés ou être transportés pour utilisation à bord du navire sur les eaux intérieures, les eaux maritimes belges et dans la zone économique exclusive Belge si la teneur en soufre dépasse 0,50 % en masse. »;

2° dans le paragraphe 3, le nombre « 1,00 » est remplacé par le nombre « 0,10 »;

3° dans le paragraphe 3, les mots « et, à compter du 1^{er} janvier 2015, dépasse 0,10 % en masse » sont abrogés;

4° dans l'article 3, il est inséré un paragraphe 3/1 rédigé comme suit :

« § 3/1. A compter du 1^{er} mars 2020, les navires battant le pavillon belge ne peuvent pas utiliser et détenir à bord pour utilisation à bord du navire des combustibles marins dont la teneur en soufre dépasse 0,50 % en masse dans les zones autres que celles indiquées dans le paragraphe 3 du présent article. ».

5° dans le paragraphe 4, alinéas 1^{er}, 3, 4 et 5, les mots « l'agent chargé du contrôle de la navigation désigné à cet effet » sont chaque fois remplacés par les mots « le Contrôle de la navigation ».

Art. 3. Dans l'article 6, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 19 décembre 2014, les mots « L'agent chargé du contrôle de la navigation désigné à cet effet » sont remplacés par les mots « Le Contrôle de la navigation ».

Art. 4. L'article 8 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 19 décembre 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. § 1^{er}. Le Contrôle de la navigation vérifie si la teneur en soufre des combustibles marins est conforme aux dispositions des articles 3, 5 et 11, alinéa 3.

§ 2. La Douane et FAPETRO peuvent également effectuer des contrôles conformément au paragraphe 1^{er}. Ils transmettent les résultats des analyses au Contrôle de la navigation.

§ 3. Chacune des méthodes suivantes d'échantillonnage, d'analyse et d'inspection est utilisée en tant que de besoin :

échantillonnage et analyse de la teneur en soufre du combustible marin destiné à être utilisé à bord et contenu dans les citernes, lorsque cela est possible, et dans les échantillons de soute scellés, visés par l'article 11, à bord des navires;

inspections du livre de bord des navires et des notes de livraison de soutes visées par l'article 11.

§ 4. Les prélèvements sont effectués périodiquement avec une fréquence et en quantités appropriées, au moins comme stipulé par la Commission européenne dans l'acte d'exécution concernant l'article 6, 1^{ter}, a) de la Directive 1999/32/CE du Conseil du 26 avril 1999 concernant une réduction de la teneur en soufre de certains combustibles liquides et modifiant la Directive 93/12/CEE, et selon des méthodes telles que les échantillons soient représentatifs du combustible utilisé par les navires belges et les navires sur les eaux intérieures, les eaux maritimes belges et dans la zone économique exclusive Belge. Les échantillons sont analysés sans retard.

Art. 5. Dans l'article 8/1, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 19 décembre 2014, les mots « L'agent chargé du contrôle de la navigation désigné à cet effet » sont remplacés par les mots « le Contrôle de la navigation ».

Art. 6. A l'article 11 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 19 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans les alinéas 4 et 5, les mots « Le service chargé du contrôle de la navigation de la Direction générale Transport maritime du Service public fédéral Mobilité et Transports » sont chaque fois remplacés par les mots « Le Contrôle de la navigation »;

2° l'article 11 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Contrôle de la navigation, la Douane et le FAPETRO peuvent prélever des échantillons dans les citernes du navire, pendant la livraison de fuel-oil à un navire et dans les navires ou autres moyens utilisés pour la livraison de fuel-oil à un navire. ».

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd door het koninklijk besluit van 19 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in artikel 3 wordt een paragraaf 1/1 ingevoegd, luidende:

“§ 1/1. Met ingang van 1 maart 2020 mogen er geen scheepsbrandstoffen vervoerd worden om gebruikt te worden aan boord van het schip op de binnenwateren, de Belgische zeewateren en in de Belgische exclusief economische zone waarvan het zwavelgehalte meer is dan 0,50 massaprocent.”;

2° in paragraaf 3 wordt het woord “1,00” vervangen door het woord “0,10”;

3° in paragraaf 3 worden de woorden “en, met ingang van 1 januari 2015, geen scheepsbrandstoffen waarvan het zwavelgehalte meer dan 0,10 massaprocent” opgeheven;

4° artikel 3 wordt aangevuld met een paragraaf 3/1, luidende:

“§ 3/1. Schepen die de Belgische vlag voeren, mogen, met ingang van 1 maart 2020, geen scheepsbrandstoffen gebruiken en aan boord hebben om te gebruiken aan boord van het schip waarvan het zwavelgehalte meer bedraagt dan 0,50 massaprocent in gebieden anders dan deze vermeld in paragraaf 3 van dit artikel.”.

5° in paragraaf 4, eerste, derde, vierde en laatste lid worden de woorden “de met scheepvaartcontrole belaste ambtenaar die daartoe is aangesteld” telkens vervangen door de woorden “de Scheepvaartcontrole”.

Art. 3. In artikel 6, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd door het koninklijk besluit van 19 december 2014, worden de woorden “De met de scheepvaartcontrole belaste ambtenaar die daartoe is aangesteld” vervangen door de woorden “De Scheepvaartcontrole”.

Art. 4. Artikel 8 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 december 2014, wordt vervangen als volgt:

“Art. 8. § 1. De Scheepvaartcontrole controleert of het zwavelgehalte van scheepsbrandstoffen voldoet aan de bepalingen van de artikelen 3, 5 en 11, derde lid.

§ 2. De Douane en FAPETRO kunnen eveneens controles uitvoeren overeenkomstig paragraaf 1. Zij bezorgen de resultaten van de analyse aan de Scheepvaartcontrole.

§ 3. Elk van de volgende wijzen van monsterneming, analyse en inspectie wordt gebruikt, naargelang van de omstandigheden:

- monsterneming en analyse van het zwavelgehalte van scheepsbrandstof voor verbranding aan boord in tanks, voor zover uitvoerbaar, en in verzegelde brandstofmonsters, bedoeld door artikel 11, aan boord van schepen;

- inspectie van het scheepslogboek en van de brandstofleveringsnota's bedoeld door artikel 11.

§ 4. De monsters worden genomen op gezette tijden en frequent genoeg, minstens zoals vastgelegd door de Europese commissie in de uitvoeringshandeling vastgesteld met betrekking tot artikel 6, 1^{ter}, a) van Richtlijn 1999/32/EG van de Raad van 26 april 1999 betreffende een vermindering van het zwavelgehalte van bepaalde vloeibare brandstoffen en tot wijziging van Richtlijn 93/12/EEG zo dat zij representatief zijn voor de brandstof die door Belgische schepen of schepen op de binnenwateren, de Belgische zeewateren en de Belgische exclusief economische zone wordt gebruikt. De monsters worden zonder onnodige vertraging geanalyseerd.”.

Art. 5. In artikel 8/1 van hetzelfde besluit, ingevoegd door het koninklijk besluit van 19 december 2014, worden de woorden “De met de scheepvaartcontrole belaste ambtenaar die daartoe is aangesteld” vervangen door de woorden “de Scheepvaartcontrole”.

Art. 6. In artikel 11 van hetzelfde besluit, gewijzigd door het koninklijk besluit van 19 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het vierde en het vijfde lid worden de woorden “De met de controle van de scheepvaart belaste dienst van het Directoraat-generaal Maritiem Vervoer van de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer” telkens vervangen door de woorden “De Scheepvaartcontrole”;

2° artikel 11 wordt aangevuld met een lid, luidende:

“De Scheepvaartcontrole, de Douane en het FAPETRO kunnen stalen nemen in de tanks van het schip, tijdens de levering van brandstofolie aan een schip en in de schepen of andere middelen die worden ingezet voor de levering van brandstofolie aan een schip.”.

Art. 7. Le ministre qui a les Finances dans ses attributions et le ministre qui a l'Énergie dans ses attributions et le ministre qui a la Mer du Nord dans ses attributions, sont chacun en ce qui les concerne chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 décembre 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
A. DE CROO

La Ministre de l'Énergie,
M. C. MARGHEM

Le Ministre de la Mer du Nord,
Ph. DE BACKER

Art. 7. De minister bevoegd voor financiën, de minister bevoegd voor energie en de minister bevoegd voor de Noordzee zijn elk voor wat hen betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 december 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
A. DE CROO

De Minister van Energie,
M. C. MARGHEM

De Minister van Noordzee,
Ph. DE BACKER

**AGENCE FEDERALE
POUR LA SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE**

[C - 2019/15846]

16 DECEMBRE 2019. — Arrêté ministériel fixant le régime d'indemnisation du membre du personnel de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire (AFSCA) exerçant la fonction de « Belgian Counselor for food safety and Sanitary and Phytosanitary (SPS) related matters »

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, l'article 11, § 1^{er}, alinéa 1^{er} ;

Vu la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique l'article 4, § 2, 1^o ;

Vu l'arrêté royal du 13 juillet 2017 fixant les allocations et indemnités des membres du personnel de la fonction publique fédérale, les articles 40 et 100 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 juillet 2018;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 20 septembre 2019;

Vu l'accord de la Ministre du Budget, donné le 10 octobre 2018;

Vu le protocole de négociation du 6 février 2018 du Comité de Secteur XII- Santé publique ;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation visée à l'article 5, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative ;

Vu l'avis 66.694/3 du Conseil d'Etat, donné le 3 décembre 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil.

Arrête :

Article 1^{er}. Le membre du personnel de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne Alimentaire exerçant la fonction de Belgian Counselor for food safety and Sanitary and Phytosanitary (SPS) related matters bénéficie, outre du traitement lié à son échelle de traitement et des indemnités inhérentes à sa fonction, des indemnités et allocations accordées aux agents de la classe A2 de la carrière des Services extérieurs du Service Public fédéral Affaires étrangères auxquels il est assimilé.

Les indemnités et allocations visées à l'alinéa 1^{er} ne peuvent être cumulatives avec d'autres allocations ou indemnités octroyées pour la même raison.

Art. 2. Le poste de Belgian Counselor for food safety and SPS related matters est établi à l'ambassade de Pékin pour la région Asie.

Un seul Belgian Counselor for food safety and SPS related matters est affecté par poste.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 16 décembre 2019.

D. DUCARME

**FEDERAAL AGENTSCHAP
VOOR DE VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN**

[C - 2019/15846]

16 DECEMBER 2019. — Ministerieel besluit tot vaststelling van het vergoedingsstelsel van het personeelslid van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen (FAVV) dat de functie uitoefent van "Belgian Counselor for food safety and Sanitary and Phytosanitary (SPS) related matters"

De Minister van Landbouw,

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, artikel 11, § 1, lid 1,

Gelet op de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken artikel 4, § 2, 1^o;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 juli 2017 tot vaststelling van de toelagen en vergoedingen van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt, de artikelen 40 en 100;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 4 juli 2018;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 20 september 2019;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 10 oktober 2018;

Gelet op het protocol van onderhandelingen van 6 februari 2018 van het sectorcomité XII - Volksgezondheid;

Gelet op de regelgevingsimpactanalyse bedoeld in artikel 5, § 1, van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op advies 66.694/3 van de Raad van State, gegeven op 3 december 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voordracht van de Minister van Landbouw en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers.

Besluit :

Artikel 1. Het personeelslid van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen dat de functie uitoefent van Belgian Counselor for food safety and Sanitary and Phytosanitary (SPS) related matters geniet, naast de wedde verbonden aan zijn weddeschaal en de vergoedingen die inherent zijn aan zijn functie, vergoedingen en toelagen toegekend aan de ambtenaren van de klasse A2 van de loopbaan bij de buitendiensten van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken waarmee hij gelijkgesteld is.

De vergoedingen en toelagen bedoeld in het eerste lid kunnen niet worden gecumuleerd met andere toelagen of vergoedingen die voor dezelfde reden werden toegekend.

Art. 2. De post van Belgian Counselor for food safety and SPS related matters is gevestigd in de ambassade van Peking voor de regio Azië.

Per post wordt slechts één Belgian Counselor for food safety and SPS related matters tewerkgesteld.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op de datum van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 16 december 2019.

D. DUCARME